

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Cohen, Warren L., *The Chinese Connection*, New York, Columbia University Press, 1978, 322 p.

par William Badour

Études internationales, vol. 11, n° 2, 1980, p. 355-356.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/701064ar>

DOI: 10.7202/701064ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

non-gouvernementales, lesquelles se sont multipliées récemment, le problème qui se pose en est un de concurrence avec les bureaucraties gouvernementales d'une part et, d'autre part, de cohésion et de coordination entre elles.

Le processus décisionnel à l'intérieur des États-Unis en matière de politique des droits de l'homme fait l'objet du chapitre 6. Il apparaît que c'est du Congrès que sont parties les premières impulsions dans ce domaine, à une époque où, comme sous le règne de Kissinger, les préoccupations de l'Exécutif à cet égard étaient fort limitées, pour ne pas dire absentes. C'est ainsi qu'a été créé, au Département d'État, le service du «Coordinateur des droits de l'homme et des affaires humanitaires», dont l'influence et les pouvoirs ont été ensuite élargis avec l'arrivée au pouvoir de l'administration Carter. L'efficacité de la politique du président dépend en grande partie de la mesure dans laquelle ce service réussit à influencer les décisions bureaucratiques susceptibles d'agir le plus sur certains gouvernements étrangers (par exemple, le commerce, les finances, les transferts technologiques, les crédits aux armements, etc...). Apparemment, les fonctionnaires du service extérieur et les diplomates de carrière ne sont guère enclins à arbitrer les conflits de priorité en faveur des droits de l'homme!

Enfin, le dernier chapitre examine précisément ce problème de la place des droits de l'homme dans la liste de priorités de la politique étrangère américaine. L'actualité la plus récente a montré que, malgré les protestations de principe du président Carter, ce sont les impératifs de «sécurité» qui viennent, et de loin, au premier rang. Les auteurs reconnaissent que la paranoïa américaine à l'égard de tout mouvement de réforme quelque peu radical est le principal obstacle à l'effectivité de la politique des droits de l'homme. On s'attendrait d'ailleurs, à cet endroit, à voir analysée l'influence des grands groupes capitalistes américains qui sont les alliés les plus fidèles des régimes autoritaires qui bafouent les droits fondamentaux. Le chapitre se conclut par une étude des moyens d'action qui sont disponibles à la politique des États-Unis en faveur des

droits de l'homme, «de l'intercession à l'intervention». Là encore, les événements qui se sont produits depuis la parution de l'ouvrage rendent ces développements un peu dépassés et l'on consultera, sur ce dernier point, l'excellent dossier publié par «Le Monde Diplomatique» d'avril 1980 («Respect des souverainetés ou devoir d'intervention?», pp. 11 à 17), en particulier l'article de Mario Bettati: «Le devoir d'assistance à peuples en danger». L'attitude des États-Unis à l'égard des pays d'Amérique latine durant les deux dernières années (Nicaragua, Bolivie, Guatemala) montre bien que l'ardeur démocratique dont ils font preuve est proportionnelle à l'absence de risques pour la «sécurité» et les intérêts économiques américains.

José WOEHLING,

*Faculté de droit
Université de Montréal*

COHEN, Warren L., *The Chinese Connection*, New York, Columbia University Press, 1978, 322p.

Le livre du professeur Cohen analyse l'influence qu'exercent les citoyens privés à l'extérieur du gouvernement sur la formation de la politique étrangère américaine. Cette influence peut se manifester par un accès direct aux leaders politiques ou indirectement par la mobilisation de l'opinion publique. Les carrières de trois américains, Roger Greene, Thomas Lamont et George Sokolsky, chacun engagé très activement dans les tentatives de promouvoir la «modernisation» de la Chine et de centrer l'impérialisme japonais en Asie de l'est, sont scrutées en grand détail par l'auteur. Le livre a deux objectifs: tout d'abord, analyser soigneusement l'accès de ces trois hommes influents aux «décision-makers» et au public américain et dans un deuxième temps, fournir au lecteur une analyse compréhensive de ces trois hommes et de leurs idées. La première partie du livre est consacrée aux hommes — leurs origines, leurs engagements et leurs valeurs. Dans la deuxième partie l'auteur examine en détail l'évolution de leurs idées et leur

rôle politique en réponse aux événements et crises de l'extrême-orient pendant la période 1930-1950.

Roger Greene et Thomas Lamont furent membres de ce qu'on appelle l'«Establishment» américain. Leurs carrières illustrent fort bien l'influence qu'ont pu exercer les membres de cet «Establishment» sur l'orientation de la politique américaine à l'égard de la Chine et du Japon. George Sokolsky, qui était juif, fut exclu de ce cercle d'hommes mais a pu quand même trouver les moyens efficaces d'influencer la politique américaine dans son rôle de journaliste pour la chaîne Hearst. La contribution principale de Greene fut, sans doute, son rôle comme directeur du Peking Union Medical College, qu'il a guidé pendant sa période de formation. Greene est aussi rapidement devenu un leader dans la lutte contre l'expansionisme japonais en extrême-orient. En fin de compte, il a appuyé le régime de Chiang-Kai-Shek comme offrant la meilleure chance de créer «un gouvernement moderne et démocratique» en Chine. Selon l'auteur, Greene était très bien placé pour exercer une influence «unique» sur le gouvernement américain dans la formulation de sa politique à l'égard de la Chine et du Japon pendant la période 1925-1941.

Thomas Lamont fut un homme de finance, banquier international, et, selon l'expression de l'auteur, un diplomate de Wall Street. Lamont s'occupait à peine de la Chine. Le Japon, par contre, l'intéressait davantage surtout à cause des possibilités économiques que ce pays semblait offrir aux investisseurs et hommes de commerce américains. Lamont entretenait des rapports privilégiés avec les leaders politiques américains et avait un accès direct à la presse américaine. Il s'est servi de ces atouts dans sa tentative soutenue de créer un climat plus favorable à l'égard du Japon aux États-Unis. Son prestige dans le milieu

d'affaires américain était tellement grand qu'il passait pour le porte-parole officiel du milieu d'affaires pour les questions touchant la politique américaine en extrême-orient.

George Sokolsky, journaliste pour les journaux Hearst, fut, selon l'auteur, un homme motivé uniquement par les motifs d'ordre personnel. Tôt dans sa carrière, il manifesta une très grande sympathie pour le mouvement communiste chinois mais devint plus tard un partisan sans condition du régime de Chiang Kai-shek et un adversaire farouche de la politique poursuivie par le président Truman. À l'opposé de Greene et Lamont, la cible principale des efforts de Sokolsky fut l'opinion publique, c'est-à-dire les lecteurs des journaux de Hearst. Comme expert des questions de politique asiatique, il profitait d'un champ d'action très grand et avait un public très partisan.

Aucun de ces américains a eu une influence appréciable sur la Chine ou le Japon mais les trois ont joué des rôles importants dans l'évolution de la politique américaine en Asie de l'Est. Leurs carrières démontrent de quelle façon l'influence des citoyens à l'extérieur du gouvernement peut orienter la politique extérieure dans un système politique comme celui des États-Unis.

Cette étude est un modèle de recherche historique. Les sources primaires ont été scrutées en profondeur. L'auteur semble avoir dit le dernier mot sur le sujet. Mais ce livre serait aussi utile pour les lecteurs s'intéressant au thème plus large du rôle des hommes influents à l'extérieur du gouvernement sur la formulation de la politique étrangère dans les sociétés démocratiques.

William BADOUR

*Département de Science politique,
Université d'Ottawa*